

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

Hebdomadaire

123, rue Montmartre, Paris

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Conscience révolutionnaire (F. Loria). — Loyauté des Reconstructeurs. — L'esprit de Révolution (Jacques Sadoul). — La Révolution ressuscite (Otto Maschl). — L'orientation du mouvement ouvrier au commencement de 1920

(Henriette Roland-Holst). — Nous ne sommes pas d'accord (Boris Souvarine). — Pour la prochaine conférence communiste internationale. — Les jeunesses socialistes. — Documents divers.

CONSCIENCE RÉVOLUTIONNAIRE

Emile Glay, réformiste notoire, expose dans *Les Cahiers des Droits de l'Homme* du 5 avril, sa conception sur le rôle du Conseil Economique du Travail. Il estime que dès maintenant celui-ci a deux obstacles importants à vaincre avant de prendre la succession de la bourgeoisie défaillante : 1° Se défendre contre les impatients qui croient en la toute puissance de la politique et sont illuminés par la dictature du prolétariat ; 2° Orienter la propagande vers les paysans sans le concours desquels toute révolution économique est inopérante.

D'après Glay, la dictature du prolétariat ne serait souhaitable que si les masses ouvrières étaient arrivées à un tel degré d'émancipation matérielle et intellectuelle que la résistance de la bourgeoisie en serait brisée à coup sûr. Quant aux paysans, si la guerre en a fauché 600.000, par contre elle a permis le rachat des hypothèques, la liquidation des vieilles dettes et la hausse de valeur des terres cultivables. Ils ne sont donc pas pour la révolution.

Cette argumentation qui n'apporte d'ailleurs dans la discussion aucun élément nouveau est d'une grande faiblesse.

Les impatients contre lesquels Glay veut protéger le Conseil Economique, ce sont les communistes révolutionnaires, c'est le prolétariat russe qui serait retombé depuis longtemps sous le joug capitaliste sans l'exercice de la dictature ; c'est le prolétariat allemand dont les aspirations communistes se développent irrésistiblement malgré la monstrueuse coalition de la réaction mondiale et des fonctionnaires traîtres du mouvement socialiste et syndical allemand ; ce sont tous les marxistes

qui voient dans la doctrine autre chose que des formules creuses bonnes tout au plus dans le discours ; c'est Marx lui-même dont les événements vérifient les géniales conceptions et qui a montré l'inéluctable nécessité de la dictature.

Si l'on considère le nombre sans cesse croissant en France des partisans des postulats de la Révolution russe et de la 3^e Internationale, y compris la dictature du prolétariat, on comprend de quel côté le Conseil Economique va être contraint de s'appuyer pour réaliser l'idéal de Glay, c'est-à-dire une institution reconnue par une bourgeoisie miraculeusement revenue à de meilleurs sentiments, placée hors des atteintes des méchants révolutionnaires évidemment par l'appareil de répression protecteur de la loi et cueillant un beau jour comme un fruit mûr, sans heurt et sans effort, la succession du capitalisme défaillant.

Glay, lorsque j'eus l'occasion de discuter publiquement avec lui, n'a pas rejeté, car ce serait absurde, l'hypothèse d'un mouvement violent qui bousculerait quelque peu la belle ordonnance de ses concepts d'évolution pacifique et légale et porterait le prolétariat au pouvoir.

Ce jour-là, il faudrait bien être contre la bourgeoisie autrement qu'avec des mots et des formules de dépossession à échéance indéterminée ou être sciemment ou inconsciemment pour elle. De quel côté serait Glay ?

L'utopie des compromis aboutissant à partager le pouvoir politique avec la bourgeoisie et même à exercer le pouvoir en son nom en la laissant maîtresse de l'économie générale

a été péremptoirement démontrée. Ce n'est pas être hypnotisé par la toute puissance politique que d'affirmer que le prolétariat ne pourra faire la révolution économique, la seule qui puisse véritablement le libérer qu'après avoir arraché la totalité du pouvoir politique à la bourgeoisie et s'être assuré par l'exercice de la dictature contre tout retour offensif de la classe dépossédée.

Sans la possession intégrale du pouvoir politique, sans la dictature du prolétariat, les socialistes ou syndicalistes au gouvernement n'ont toujours été et ne seront toujours que des instruments plus ou moins volontaires de la réaction.

Tout le début de l'article de Glay est un réquisitoire contre la bourgeoisie de l'Entente et contre la bourgeoisie française en particulier qui n'aspire qu'à renforcer ses privilèges de classe et à restaurer sa domination compromise. L'auteur montre ce qu'elle cachait en réalité quand elle s'efforçait de mettre à sa guerre le masque de la justice et du droit. Il avoue même que, depuis qu'elle se sent sérieusement menacée elle a dépensé sans compter dans son « Union des Intérêts Économiques » pour empêcher le succès des aspirations légitimes des travailleurs et pour installer l'ordre nouveau, non pas au profit de tous, mais pour le plus grand bien-être des siens, les privilégiés de la nation.

Tout cela est exact ; mais qu'oppose Glay à ces aspirations naturelles et vitales et à cette organisation bourgeoise ?

Un Conseil Economique du Travail dressé en bataille contre les impatients « illuminés de dictature » ; un organisme impuissant dans les cadres du régime actuel, future pépinière sans doute de ministrables, mais qui ne saurait devenir à l'exemple du Conseil supérieur d'économie populaire de Russie un facteur réel de transformation sociale qu'après « l'acte catastrophique » si redouté de ses fondateurs.

On aimerait trouver sous la plume des contempteurs de la dictature des arguments de fait en faveur de leur thèse.

Il est remarquable que ceux-là qui en pourraient fournir sont contraints de dissimuler à cet égard leur véritable pensée. Jamais la bourgeoisie n'avouera qu'elle est contre la dictature parce que celle-ci la dépossède sûrement et méthodiquement de ses monstrueux privilèges. Elle la condamne au nom du droit de tous les citoyens, de la démocratie, de la morale, montrant ainsi la plus grande duplicité et la plus incroyable hypocrisie.

Au moins les adversaires prolétariens de la dictature ont-ils pour justifier leur hostilité une argumentation plus solide, moins sentimentale ? Nullement ! Glay ne trouve qu'une

raison, une seule, rappelée au début de cet article : les masses ouvrières ne sont pas assez conscientes pour briser à coup sûr la résistance de la bourgeoisie.

Et il souligne l'insuffisance en France de l'éducation populaire.

Sur quel critérium positif Glay s'appuie-t-il pour déterminer le degré de conscience nécessaire à la réussite de la dictature ? Ah ! Ce degré de conscience des masses, combien de fois n'a-t-il pas été invoqué par les pontifes assagis de la classe ouvrière, pour légitimer la politique d'union sacrée et refroidir les enthousiasmes révolutionnaires ?

Les masses russes avaient-elles, à un plus haut degré que les masses françaises, la conscience de leur destinée historique ? La conscience d'un peuple est en évolution perpétuelle. Elle agit sur les faits sans qu'il nous soit possible de déterminer sa valeur à l'heure où le fait se produit. Cette valeur ne peut s'apprécier que rétrospectivement par comparaison avec ses manifestations concrètes.

Le degré de conscience agit beaucoup moins sur une révolution que celle-ci n'agit sur le degré de conscience. Il n'est pas de chimère, pas d'utopie plus grande que de dire : nous provoquerons tel ou tel phénomène social quand le peuple sera à tel ou tel stade de son développement.

Glay reconnaît lui-même que « *la bourgeoisie n'a plus ni les hommes ni les organismes capables de relever le pays anémié et effondré par la guerre* ».

Cette constatation et celle de la volonté indéniable manifestée par cette même bourgeoisie d'exercer quand même sa domination de classe créent une situation qui se résoudra peut-être (inévitablement à notre avis) par un conflit violent et prochain. Nous verrons à ce moment quel est le degré de conscience des masses : si elles se feront tuer pour fournir au capitalisme les hommes et les organismes qui lui manquent et collaborer avec lui au pouvoir ou si elles entendent au contraire, dans la pleine maîtrise de leur destin, instaurer à l'exemple de la Russie la république communiste.

En attendant la tâche de ceux qui veulent vraiment une transformation sociale, vraiment une révolution économique est claire : Augmenter sans cesse le degré de conscience révolutionnaire du prolétariat non pas, à l'exemple de Glay, en lui exposant une doctrine de conciliation entre sa propre puissance et celle qu'il doit inévitablement abattre pour jouer son rôle historique, non pas en lui dénonçant comme des adversaires les « illuminés de dictature », non pas en lui dissimulant la vérité sous prétexte qu'il n'est pas mûr

Pour la comprendre, mais au contraire en lui exposant la vérité totale en lui montrant toute la grandeur du but à atteindre et toute l'intensité des efforts à faire ; en le mettant en garde contre les multiples pièges que la bourgeoisie menacée lui tendra, contre l'exploitateur habile de son ignorance, de sa faiblesse, de sa sentimentalité, de son attachement aveugle aux dogmes et aux préjugés bourgeois, contre le mirage plus dangereux encore de la démocratie, de l'entente paternelle et loyale des classes.

Comme Glay, nous savons que les masses sont loin d'être arrivées à la pleine conscience des réalités, mais nous savons aussi que les événements les pousseront à agir avant qu'elles l'aient acquise. Nous entrons dans la période où quantilé de ceux que la guerre a paru enrichir vont être à nouveau rejetés dans le prolétariat. Bien plus que la propagande du Conseil Economique celle du gouvernement, qui épuise actuellement ses derniers expédients et commence à faire peser sur les masses des servitudes qui se feront de plus en plus lourdes, se charge d'éclairer nombre de paysans sur leur véritable situation. La prospérité de la plupart d'entre eux est purement illusoire. Sans doute ils ont gagné de l'argent avec lequel ils ont amorti leurs dettes hypothécaires et acheté de la terre, mais en sont-ils plus riches ? Combien devraient aujourd'hui réaliser tout leur avoir et contracter de nouvelles dettes s'il leur fallait remettre leur domaine dans le simple état où il était en 1914, restaurer les bâtiments, racheter du bétail, les instruments agricoles, les engrais..., redonner à la terre la valeur productrice qu'elle a perdue.

Je ne veux pas ici examiner plus profondément ce point particulier d'un vaste problème, je souligne simplement que Glay avoue implicitement l'instabilité du sort des producteurs des campagnes puisqu'il se propose de porter chez eux sa propagande et de les convertir aux beautés du syndicalisme « organisateur et constructif » selon l'évangile du Conseil Economique du Travail. Il est possible que Glay réussisse à en amener à la compréhension de « sa révolution ». Il est certain qu'il n'éveillera pas en eux la conscience de la mission historique du prolétariat et qu'au jour où les « illuminés de dictature » feront à Paris, à Lyon, à Lille... ce que leurs frères de misère ont fait à Pétrograd et à Moscou, ce que les esclaves salariés de la mine et de l'usine font actuellement dans la Saxe et dans la Ruhr, les propriétaires paysans éduqués par Glay et syndiqués par lui agiront contre eux à la façon dont tous les « paix sociale » de la terre ont toujours agi contre les révolutionnaires.

F. LORIOT.

Loyauté des reconstruc-teurs

Les Reconstructeurs s'enorgueillissent de la majorité qu'ils ont obtenue au Congrès de Strasbourg — le diable sait dans quelles conditions. Tous les organes et organismes officiels du Parti, tous les fonctionnaires, tous les moyens de pression à la disposition de la majorité, sans compter les accusations misérables répandues d'abord en sourdine, puis ouvertement, pour déshonorer les militants de la minorité... Il paraît que ce n'était pas suffisant, et il fallut dérober à la gauche plus de 300 mandats pour « faire la majorité ».

L'incident n'est pas clos. Le Comité de la Troisième Internationale ne s'incline pas devant un scrutin frelaté. Et nombreux sont ceux qui ne s'inclinent pas, car les protestations nous parviennent de divers côtés.

Dans le Pas-de-Calais, 236 mandats avaient été attribués à la motion du C. 3 I. Le délégué, au mépris de la décision de sa fédération, les a donnés à la motion des Reconstructeurs. Les militants du Pas-de-Calais nous adressent des lettres indignées et réclament une rectification du vote. Nous voulons espérer qu'ils sauront se faire rendre justice.

Dans l'Hérault, 14 mandats destinés à la motion du C. 3 I. ont été indûment attribués à celle des Reconstructeurs. Nos camarades ont demandé un Congrès fédéral extraordinaire pour effacer la malhonnêteté commise par leur délégué.

Dans la Loire, suivant le compte rendu même du *Peuple* de Saint-Etienne, le vote fédéral unanime était favorable à l'Internationale communiste. Il a été interprété comme hostile ! Qu'attendent les communistes de cette fédération pour élever la voix ?

Et faut-il parler de tous ces votes en faveur d'une « union des gauches », qui se sont transformés, au Congrès, en votes d'union des reconstruc-teurs avec la droite ?

Nous sommes volés. Rappoport l'a écrit dans le *Journal du Peuple*, et les reconstruc-teurs n'ont pas osé répondre. La rectification des seuls votes du Pas-de-Calais, de l'Hérault, de la Loire, égaliserait à peu près les nombres de suffrages obtenus par les deux principaux groupes du Parti et modifierait sensiblement la physionomie de la C. A. P.

Nous en appelons, des agissements honteux des reconstruc-teurs, à tous les militants du Parti.

La Vie Ouvrière

Hebdomadaire

Paraît tous les vendredis

En vente partout : 15 centimes

Paris

96, quai Jemmapes (10^e)

L'ESPRIT DE RÉVOLUTION

En France, on forgea naguère une expression néologique pour caractériser la psychologie du chauvin. Du patriote capable de sacrifier tout à la volonté de vaincre et d'écraser violemment la nation ennemie, on dit qu'il était animé par « l'esprit de guerre ». De même, nous dirons du socialiste prêt à subordonner et à sacrifier tout à la volonté de vaincre la classe capitaliste et d'écraser violemment l'appareil bourgeois de l'État, qu'il est animé par l'esprit de révolution.

L'esprit de révolution était mort depuis un quart de siècle. La Révolution d'octobre (1) l'a ressuscité, et ce n'est pas son moindre mérite.

Les doctrinaires avaient si proprement truqué et émasculé le marxisme, les parlementaires avaient si habilement exagéré la valeur de leur action, que les masses populaires dans leur ensemble, déprimées par la phraséologie démocratique, apaisées par la politique du gagnepetit, abusées par l'opportunisme des chefs, répugnaient de plus en plus à l'emploi de la violence et admettaient que, de réforme en réforme, le passage du capitalisme au socialisme, l'expropriation économique et le renversement politique de la bourgeoisie, s'opéreraient pacifiquement, progressivement, par étapes.

Jamais le socialisme ne vécut une période plus sombre. La révolution bolchevique jaillit comme une haute flamme dans la nuit. Sa lumière éclaira brusquement les consciences demeurées saines. Au premier jour, et quelques bas politiciens exceptés, le réveil de la foi révolutionnaire parut général. Je possède dans ce sens quelques documents dont la lecture étonnerait sans doute bien des camarades communistes. Parmi les lettres de parlementaires, d'intellectuels et de militants ouvriers français reçues à cette époque, je me bornerai à citer ici quelques lignes écrites à ma femme le 21 janvier 1918 par l'écrivain connu Pierre Hamp. Commentant des notes que je lui avais adressées de Pétrograd, il s'écriait : « Comme Jacques à tout de suite vu au delà des petites précautions et des grandes peurs ; comme il est entré dans l'éternel de ce qui s'accomplit là-bas ! On ne peut pas le lui écrire, mais il semble bien que la Russie accomplit une chose éminente pour l'humanité, probablement la chose la plus importante depuis le commencement de cette guerre et par quoi le monde commence dans la souffrance une ère nouvelle. » La cen-

sure, après avoir intercepté, en même temps qu'un mot de moi, la lettre de Hamp, dénonça à l'autorité militaire avec une indignation comique « cet auteur qui déborde d'admiration pour les leçons que nous donne la Russie », puis envoya les deux lettres saisies à mon chef, le général Lavergne, en l'invitant à sévir « contre un officier suspect de connivence avec les bolcheviks ».

La lettre de Hamp résume exactement l'impression première produite sur les socialistes sincères, fussent-ils modérés, par l'arrivée au pouvoir du gouvernement soviétique. La grandeur de l'événement et sa soudaineté les soulevèrent tout d'abord, et pour ainsi dire malgré eux, au-dessus d'eux-mêmes. Mais ils retombèrent très vite. La déformation opportuniste avait été trop forte. Presque tous ces hommes étaient définitivement hors d'état de rectifier leur tir et de se jeter dans une bataille au succès de laquelle ils ne pouvaient plus croire. Ils manquaient de clairvoyance, d'audace et surtout de confiance, de foi, d'esprit de révolution. Le frisson d'enthousiasme passa. Les applaudissements se turent. Enfin, ces impuissants se ressaisirent tout à fait. Ils tournèrent le dos à la révolution.

Rares, très rares furent ceux en qui demeura l'esprit de révolution. Seules éparses à travers le monde, quelques pauvres étincelles scintillaient encore tristement sous les cendres. Pourtant, l'esprit de révolution ne devait plus mourir en France.

Le prolétariat français manque de chefs. Il a été trahi par les social-patriotes. Il est encore abusé par les socialistes du centre. Mais les chefs surgiront vite dans ce pays, qui fut toujours riche en hommes d'action. Le danger ne fut jamais là. Ce qu'avait perdu notre prolétariat et ce qui lui manquait par-dessus tout, c'était à la fois la claire vision de l'irréductible antagonisme des classes et la conscience de sa force. L'avènement de la dictature ouvrière et paysanne en Russie rendit à nos ouvriers et à nos paysans ce double sens. Ils retrouvèrent, avec le goût et la volonté de la lutte contre la bourgeoisie ennemie, la certitude de la victoire.

Le prolétariat français, en outre, ne possédait plus une doctrine révolutionnaire cohérente. Les éléments non réformistes les plus ardents avaient sombré presque tous dans l'anarcho-syndicalisme. Le parti communiste russe, en développant les concepts marxistes, aboutissait à des thèses simples, logiques, irré-

(1) Puisque la Russie a décidément adopté le calendrier grégorien, ne pourrait-on pas prendre l'habitude de dire plus exactement : la Révolution de Novembre ?

futables, qui ruinaient de fond en comble les préjugés les plus enracinés sur la démocratie bourgeoise et constituaient un programme d'action révolutionnaire utilisable par les prolétaires de tous les pays.

Les ouvriers russes faisaient davantage. Ils créaient l'instrument le plus perfectionné, le moyen le plus sûr de l'émancipation prolétarienne : les Soviets.

Enfin ils ont réalisé, ou plus exactement, ils ont commencé et poussé très avant déjà, la réalisation pratique du programme communiste. On sait quelle valeur de propagande eurent à diverses époques sur les masses (généralement plus aptes à comprendre les fictions concrètes que les critiques abstraites), le *Voyage en Icarie*, de Cabet; le *Système collectiviste*, de Deslinières; la *Cité future*, de Tarbouriech, et tant d'autres constructions positives dans lesquelles les auteurs se sont efforcés, avec une minutie parfois puérile, de prévoir et de représenter la constitution du régime de demain.

On sait l'influence énorme qu'a eue l'œuvre brève, localisée, incomplète et sur tant de points incertaine engagée par la Commune de Paris.

Combien plus profond est l'ébranlement produit par les réalisations tenacement et scientifiquement poursuivies depuis deux années par le peuple russe sur son gigantesque territoire.

L'expérience, faussée pourtant dès les premières heures par l'intervention brutale du capitalisme mondial, par la guerre et par le blocus, est d'ores et déjà concluante. La République socialiste fédérative des soviets de Russie peut succomber demain sous les coups de ses ennemis. La démonstration est faite que la valeur positive des thèses communistes égale leur valeur critique. Le travail formidable de transformation sociale accompli dans tous les domaines depuis le 7 novembre 1917 en Russie a été certainement le facteur essentiel du réveil que nous constatons de l'esprit de révolution dans le monde.

L'esprit de révolution, c'est le flambeau qui doit allumer et entretenir l'incendie; au fur et à mesure que dans les pays intéressés les matériaux indispensables seront accumulés, que le conflit des forces économiques et sociales sera développé, la combustion commencera.

En ce qui concerne les prolétaires de France, notamment, je ne crains plus qu'ils laissent passer l'heure. Les manifestations réellement révolutionnaires du 14 avril et du 1^{er} mai montrent que l'esprit de révolution agite plus fortement chaque jour notre classe ouvrière. Et comment n'enthousiasmerait-il pas plus passionnément qu'aucun autre ce peuple qui possède la plus admirable tradition révolutionnaire?

1831-1848-1871! Trois dates françaises. Les

trois grandes dates prolétariennes avant les grandes dates russes 1905 et 1917.

1831! La grève des canuts lyonnais, le premier mouvement insurrectionnel à base prolétarienne.

1848 (juin). Le premier essai de révolution sociale à base économique.

1871. La première menace à la dictature bourgeoise et la première conquête de la puissance publique par le prolétariat.

Il ne reste plus au prolétariat français qu'à inscrire dans son histoire une quatrième date. Il aura ainsi rempli la mission qu'en 1796 lui assignaient les premiers communistes révolutionnaires, Babeuf et ses amis, lorsque par une vision prophétique, cinquante ans avant Marx, cent ans avant Lénine, ils réclamaient la communauté des biens, dénonçaient l'antagonisme des classes, déclaraient la guerre à la « République des Riches », décrétaient l'obligation au travail pour tous et refusaient « les droits politiques aux individus qui ne servent pas la patrie par un travail utile ».

Et comment résister à la tentation de remplacer sous les yeux de nos camarades, à la veille du second anniversaire de la Révolution de novembre quelques lignes fameuses et trop oubliées du *Manifeste des Egaux*, vieux déjà de cent vingt-trois années :

« La Révolution française n'est que l'avant-courrière d'une autre révolution, la plus grande, la plus solennelle, et qui sera la dernière.

« Le peuple a marché sur le corps des rois et des prêtres coalisés contre lui...

« Nous tendons à quelque chose de plus sublime et de plus équitable : le bien commun ou la communauté des biens...

« Plus de propriété individuelle des terres. La terre n'est à personne... Nous voulons la jouissance communale des fruits de la terre : les fruits sont à tout le monde.

« Nous déclarons ne pouvoir souffrir davantage que la très grande majorité des hommes travaille et soit au service pour le bon plaisir de l'extrême minorité..

« L'instant est venu de fonder la République des Egaux. »

N'apercevez-vous pas déjà l'embryon du bolchevisme sous ce manteau suranné de rhétorique ?

JACQUES SADOUL.

La Revue Communiste

Mensuelle

Directeur : CH. RAPPOPORT

Le numéro : 3 francs

Paris

12, rue Grange-Batelière (9^e)

LA RÉVOLUTION RESSUSCITE

27 mars 1920.

Le coup d'Etat des Kapp-Luttwitz est le couronnement de l'évolution de la révolution allemande ; il est la conséquence logique du régime des Ebert-Noske, prévue et prédite par Rosa Luxembourg dès décembre 1918. Au I^{er} Congrès du Parti communiste allemand, elle dit que les réactionnaires, se sentant assez forts, ne se contenteraient plus qu'Ebert eût les mains couvertes de sang et qu'ils exigeraient que leurs gouvernants eussent du sang bleu dans les veines.

La lutte provoquée par les réactionnaires fit surgir aussitôt le problème tout entier de la révolution prolétarienne. Ce problème se pose dans chaque phase du combat, et chaque épisode de la lutte le fait ressortir à nouveau. *Dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat*, voilà la véritable signification du combat, qui, bien que engagé entre bourgeois républicains (socialistes majoritaires et bourgeois monarchistes), a pris le caractère propre à toute lutte de classes du dix-neuvième et du vingtième siècle, aboutissant au conflit entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Les ouvriers allemands, entrés en grève, non à l'appel d'Ebert et de Noske — qui, encore la veille du coup d'Etat, avaient infligé aux grévistes les peines les plus atroces et impitoyables — mais à l'appel des communistes et des indépendants, n'avaient nullement l'intention de lutter pour le retour du gouvernement « constitutionnel ». Le premier acte gouvernemental des Kapp-Luttwitz — l'arrêt que l'état de siège proclamé par Noske devait rester en vigueur — prouva que les systèmes de l'un et de l'autre étaient identiques. Les travailleurs eussent été aveugles ou fous si leur but n'avait été que celui de ramener au pouvoir Noske kappiste au lieu de Kapp noskiste. Ils s'élevèrent pour repousser non seulement la dictature franche et brutale des « junkers », mais aussi la dictature voilée, appelée « démocratie », des bourgeois et des petits bourgeois soi-disant socialistes.

Dès la première minute, le conflit provoqué par les aventuriers féodaux avait révélé son caractère de lutte des classes prolétarienne et bourgeoise. Les ouvriers, voulant écraser le monarchisme insurgé, devaient porter leurs attaques contre la bourgeoisie, monarchiste dans son immense majorité. Et la défaite du monarchisme, c'est aujourd'hui la défaite de la bourgeoisie. Ainsi, la déroute complète des réactionnaires entraîne, comme conséquence logique et inévitable, la dictature du prolétariat. Aussi le mot d'ordre de la classe ouvrière organisant la résistance fut-il celui de la dictature prolétarienne.

Mais la bourgeoisie, voyant la résistance formidable qui, dans tout le pays, s'était dressée contre les monarchistes, ne jugea pas encore le moment venu de s'exposer, et se détourna des Kapp-Luttwitz. Le fait que ces deux escogriffes n'osèrent pas se déclarer ouvertement favorables à la monarchie, caractérise d'ailleurs leur faible position dès le commencement de leur régime. En les abandonnant, la bourgeoisie évita, pour le moment, la lutte décisive contre le prolétariat et gagna le temps nécessaire pour de nouveaux préparatifs. Elle a abandonné les défenseurs les plus téméraires de ses sacs d'or pour sauver ces sacs mêmes.

Les régisseurs bourgeois de la tragi-comédie intitulée *la Déconfiture du Capitalisme*, ont retiré de

la scène leurs *deus ex machina* prématurés et y font reparaitre les paillasses et les laquais que, il y a quinze jours, ils avaient jugé superflus. Et pendant que, derrière les coulisses, les bourgeois monarchistes et les petits bourgeois républicains (social-démocrates) s'unissent contre le « péril bolcheviste » ; que les troupes de la *reichswehr*, redevenues fidèles aux laquais, mettent à feu et à sang les villes occupées par les ouvriers, comme Leipzig, Gotha, Halle ; que les envoyés de ces mêmes laquais traitent avec l'Entente pour pouvoir écraser les ouvriers armés de Westphalie et de la Ruhr — les masses se troublent et oublient de continuer la lutte. Les partis les moins avancés des masses, se réjouissent que les régisseurs remplacent Noske par un autre, dont elles ne connaissent pas encore la qualification noskiste, et, glorifiant la « victoire », elles abandonnent la lutte ; la grève générale, qui a forcé la bourgeoisie à se plier sous la puissance du prolétariat, cesse : à mesure que la réaction s'unit, se fortifie et s'affermie, le front prolétarien se désagrège. Les polichinelles, ayant changé d'habits, traitent avec les syndicats, font des promesses, et à chaque concession apparente, une autre partie des travailleurs se laisse ramener à l'armistice social par... les leaders du parti socialiste indépendant, dont les mots d'ordre confus contribuent à jeter le trouble.

En attendant, les régisseurs capitalistes ont gagné le temps qu'il leur fallait. En promettant des réformes et en parlant même d'un gouvernement travailliste, ils ont, tant qu'ils se sentaient trop faibles pour les combattre, paralysé les forces d'une partie des ouvriers. Durant les négociations, la résistance bourgeoise se préparait, et pendant que les laquais promettaient la punition des Kapp-Luttwitz, les militaristes s'armèrent et recrutèrent des soldats, des officiers et des étudiants contre-révolutionnaires.

Pour l'instant, les combats ont abouti à la restauration de la démocratie ébertiste d'avant le coup d'Etat. La démission du cabinet Bauer n'est qu'un épisode peu important ; les paillasses et les laquais chassés seront aussitôt remplacés par d'autres marionnettes. Mais les centristes et les social-patriotes de tous les pays glorifient et chantent la « victoire » du prolétariat allemand, qui a sauvé la « démocratie » contre les absolutistes de droite. Les ouvriers, massacrés, ne trouvent, tout au contraire, nulle différence entre le système absolutiste de Guillaume II et le système « démocratique » de Noske. Ce qu'ils désirent, ce n'est pas la « démocratie » tant adorée par tous les renégats du socialisme, mais le socialisme, qui ne peut s'effectuer que par la dictature prolétarienne.

Le gouvernement « démocratique » s'apprête à désarmer les troupes rouges de Westphalie, il recommence à fraterniser avec les réactionnaires, en un mot : *Ebert et ses complices bourgeois ont repris le chemin d'où ils ont été jetés par le coup des Kapp-Luttwitz*. La levée du prolétariat allemand contre les monarchistes, dont tant de camarades espéraient la libération de toute l'Allemagne du capitalisme et la victoire du soviétisme, aboutit à un tel résultat... Ne pourrait-on parler plutôt d'une défaite que d'une victoire ?

Quiconque examinera sérieusement cette question devra convenir qu'après les longs mois de stagnation, on ne pouvait attendre de meilleurs

L'orientation du mouvement ouvrier

AU COMMENCEMENT DE 1920

Deux faits principaux impriment leur sceau sur la position des masses ouvrières et déterminent la direction du mouvement révolutionnaire au commencement de l'année qui s'ouvre.

Le premier de ces faits, c'est le raffermissement de la Russie des Soviets sous le rapport militaire, politique, économique et moral. *Militaire* : car la république des Soviets réussit à porter, vers la fin de 1919, coup sur coup aux armées contre-révolutionnaires équipées par l'Entente. Toutes les tentatives de celle-ci pour faire étouffer par les Etats mercenaires qu'elle tient par la gorge et par la bourse, le foyer lumineux du communisme naissant, n'aboutissent qu'à l'écrasement de Yudenitch, à la débâcle de Koltchak, au recul de Denikine presque jusqu'aux bords de la Mer Noire. *Politique* : car la résistance héroïque et victorieuse du premier Etat dirigé par les masses ouvrières porte le désarroi parmi les gouvernements de tous les pays, renforce le mouvement communiste dans le monde d'Occident et les tendances nationales-révolutionnaires parmi les millions de l'Asie, cette roche d'innombrables peuples. *Economique* : car chaque courrier qui réussit à percer la ceinture de fer dont les Alliés ont entouré la Russie, nous apporte des nouvelles sur la reprise du travail, sur l'amélioration lente — puisque terriblement entravée par la guerre et le blocus — des transports, sur l'organisation de la production dans les provinces arrachées aux hordes contre-révolutionnaires — tels l'Oural — et des miracles accomplis par une élite grandissante dans le travail volontaire des « samedis communistes. » Raffermissement *moral* enfin, car chaque jour l'immense effort éducatif, effort le plus grandiose de délivrance de l'esprit qu'ait jamais vu notre globe se coordine, s'étend, pousse plus profondément ses racines dans les couches populaires. Et, ce qui n'est pas moins important : de plus en plus le gouvernement des Soviets devient un véritable gouvernement national. La petite bourgeoisie et la couche moyenne des paysans, désabusés sur le caractère des bandes blanches qu'ils reconnaissent comme des instruments de bucherie et de torture, se rallient toujours davantage au pouvoir ouvrier ; les mencheviks de la capitale lui apportent leur concours, la population sibérienne accueille les armées rouges avec le pain et le sel, symboles de bienvenue et de fraternité.

Le second des deux faits d'ordre primaire dont nous considérons l'influence sur la classe ouvrière, c'est le coût de la vie ; la hausse énorme et toujours croissante des prix qui rend illusoire chaque hausse des salaires et force les travailleurs à lutter incessamment contre le capital, s'ils ne veulent point voir baisser leur niveau de vie avec une rapidité effroyable et s'enfoncer, eux et leurs enfants, dans le paupérisme et la misère.

Ces deux faits dominent l'orientation du mouvement ouvrier dans son ensemble en ce commencement d'année, comme ils l'ont dominée dans celle qui vient de finir. L'influence de la Russie des So-

viets est le facteur d'ordre idéal, qui réveille dans les masses l'enthousiasme pour les idées nouvelles, le désir immense de justice sociale et leur fait entrevoir des horizons magnifiques, un avenir lumineux de liberté, de paix et de bonheur. L'exemple de la Russie des Soviets, la connaissance vraie du monde nouveau qui s'élabore là-bas en un effort collectif, continu et héroïque, cette connaissance, triomphant peu à peu des flots de bave immonde qu'une presse abjecte verse incessamment sur le berceau de la société communiste, fait germer en des millions de têtes la conscience de leur force et le sentiment de leur dignité humaine. Elle fait jaillir en outre chez une avant-garde la flamme sacrée de la solidarité de classe, s'élançant triomphalement au-dessus des frontières, des blocus et des ceintures de fer barbelé. C'est grâce aussi à l'exemple de la Russie que depuis deux ans l'idée des Soviets comme organes de la totalité des masses laborieuses et celle de la dictature du prolétariat comme forme nécessaire du gouvernement dans la période de transition du capitalisme au communisme sont en progrès continu sur les formes de pensée surannées et contre-révolutionnaires des vieux partis ouvriers.

Quant à la vie chère, son influence forme la base économique de toutes les luttes populaires, de toutes les grèves des masses ayant eu lieu en Europe et en Amérique depuis l'armistice. Elle est le puissant moteur d'ordre matériel, poussant la grande masse des travailleurs, y compris les demi-conscients et les inconscients, à la révolte contre le système qui les oppresse et les fait cruellement souffrir dans leur chair, dans leur dignité humaine et leurs affections familiales. Elle fait naître en eux l'impatience et l'exaspération contre ce système, le désir de briser leurs chaînes, d'en finir une fois pour toutes : avec un ordre social qui ne signifie pour eux qu'insécurité et souffrances. La vie chère maintient les masses en un état de fermentation favorisant la propagande communiste et l'éclosion de grandes actions spontanées révolutionnaires.

On retrouve l'influence de ces deux grands faits : la force rayonnante et attractive de la république russe des Soviets, et l'aiguillon de la hausse terrible des prix, dans tous les mouvements de la classe ouvrière, toutes les luttes politiques et économiques que celle-ci a soutenues au courant de l'année 1919. On retrouve cette double influence dans l'épisode tragique de la révolution communiste hongroise comme dans les grandes grèves d'Angleterre et d'Amérique ; on la retrouve dans les combats armés d'une avant-garde énergique en Allemagne comme dans la magnifique campagne électorale du parti socialiste italien.

Aujourd'hui déjà une forte avant-garde ouvrière a compris que l'unique remède à la crise terrible où se débat l'humanité, c'est le communisme. Elle a compris la nécessité de briser l'état capitaliste, elle accepte l'action des masses sous toutes ses formes,

résultats de ce premier assaut. Les masses n'étaient pas encore suffisamment préparées pour le combat. Bien que capables de vaincre la bourgeoisie, désunie à l'égard du coup d'Etat monarchiste, elles ne purent triompher de la bourgeoisie unie contre le bolchevisme. Toutes les armes, à l'exception d'une seule : la grève générale, se trouvaient aux mains des noskistes. La grève générale s'est montrée très efficace en tant qu'elle avait d'arme de défense, mais elle est d'une valeur fort problématique dans l'offensive. Les relations entre les prolétaires des centres industriels et les villes de province, entre les organisations de la capitale et celles des autres villes d'importance, n'étaient pas encore assez étroites pour pouvoir garantir la pleine simultanéité d'action, quoique, depuis mars 1919, le progrès fût déjà bien sensible. Le Parti communiste, condamné durant toute l'année passée, à une existence illégale, n'avait pas encore les cadres nécessaires pour pouvoir diriger une action dans un sens unitaire et centralisé. L'organisme central qui aurait dû être le guide du mouvement : le Conseil ouvrier, n'existait plus ou pas encore. Les Conseils qui s'étaient formés en novembre 1918 avaient été broyés par Noske, et sous son régime avilissant, de nouveaux soviets n'avaient pu se former. Ce n'est qu'en Saxe et en Westphalie, et en d'autres provinces où le prolétariat désarma la *reichswehr* kappiste, que les Conseils ressuscitèrent dans les quinze derniers jours. Et enfin, le parti socialiste indépendant, dont les leaders modérés agissent souvent contre la volonté révolutionnaire des masses, ne fit qu'augmenter la confusion. La tactique des indépendants variait selon les villes, ils traitaient dans l'une avec les social-traitres et le gouvernement sur la reprise du travail, et dans l'autre, ils se prononçaient, avec les communistes, pour la continuation de la grève. Bien que les masses suivissent en majorité les mots d'ordre de Spartacus, des éléments se sont laissés égarer par les leaders de droite. Mais la défection de ces éléments suffit pour désorganiser le front ouvrier.

C'est à cette occasion que nous nous rappelons ce que Karl Marx écrivit dans son 18 *Brumaire de Louis Bonaparte* : « Les révolutions prolétariennes se critiquent constamment elles-mêmes, interrompent incessamment leur propre cours, reviennent sur ce qui semble déjà accompli, pour le recommencer de nouveau, raillent d'un cruel radicalisme toutes les erreurs, les faiblesses et les insuffisances de leurs premières tentatives ; elles ne semblent terrasser leur adversaire que pour qu'ayant sucé de nouvelles forces, il se dresse devant elles plus gigantesque qu'auparavant ; elles se rebatent toujours nouvellement devant la monstruosité indéfinie de leurs propres buts, jusqu'à ce que la situation qui ne permet plus de retour soit créée et que les circonstances elles-mêmes appellent : *Hic Rhodus, hic salta !* »

Quoique les résultats de cette dernière lutte semblent chétifs et pauvres — sinon négatifs ! — on ne saurait dire qu'elle ait été vaine. La classe prolétarienne, dépouillée de toute puissance matérielle depuis un an, a reconquis une partie des armes que Noske lui avait arrachées dans les troubles de janvier et de mars 1919. En outre, les ouvriers ont recouvré leur courage et leur ferme résolution à la lutte. Et la dernière phase de la révolution, raillant « d'un cruel radicalisme toutes ses erreurs, ses faiblesses et ses insuffisances », a montré aux prolétaires les imperfections qu'il faut corriger. Les camarades allemands, connaissant maintenant mieux qu'auparavant ces faiblesses, ces erreurs

et ces insuffisances, seront en état d'y porter remède. Le dernier combat a démontré que l'organisation du Parti communiste, indispensable à l'unité et à la simultanéité d'action, doit être renforcée. Il a arraché les derniers ouvriers à l'influence des socialistes « majoritaires » (il vaudrait mieux dire : ex-majoritaires !) et des leaders indépendants de droite, et poussera le parti socialiste indépendant en avant sur la route de Moscou. Les Conseils supprimés par Noske devront ressusciter pour préparer la conquête du pouvoir.

Un bouleversement total s'est produit dans la proportion des forces des partis et des classes. Les ouvriers revendiqueront ce qu'Ebert et Bauer ont promis aux syndicats, et dont ils sabotent déjà aujourd'hui l'exécution. Les partis de droite s'allieront plus étroitement pour tenir tête à chaque assaut de gauche. La classe prolétarienne luttera pour ses revendications sans égards pour M. Ebert. Les officiers de Guillaume II s'arment pour les batailles à venir, les réactionnaires ont recruté une nouvelle armée ! C'est sous leur pression que le nouveau gouvernement continuera l'ancienne politique de déférence vis-à-vis des féodaux et de répression vis-à-vis des travailleurs. La *reichswehr*, que le gouvernement n'a pas voulu désarmer, restera prête à exécuter chaque commandement contre-révolutionnaire. C'est ainsi que le prolétariat devra constamment être sur ses gardes, à moins que les *junkers* ne préfèrent attendre les élections qui, probablement, auront lieu en juin. L'antagonisme des classes se renforcera chaque jour : A chaque occasion, il y aura des conuils, à cause de la punition des « putchistes » réactionnaires aussi bien qu'à cause de la punition des « coupables. » Et la crise économique, base des antagonismes politiques, deviendra de plus en plus aiguë.

La restauration de la démocratie ebertiste, dominée par un Gessler, au lieu d'un Noske, ne fera qu'augmenter la lutte des classes, les troubles et les combats. Elle aboutira à de nouvelles rencontres, plus terribles et plus sanglantes que les précédentes, et enfin à la révolution et à la conquête du pouvoir par la classe ouvrière.

Le combat contre les monarchistes n'a été que le prélude des batailles qui vont venir. Elles ne tarderont pas...

OTTO MASCHL.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAIT TOUS LES JEUDIS

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

FRANCE

50 numéros.....	25 francs
20 numéros.....	10 francs
10 numéros.....	5 francs

ETRANGER

50 numéros.....	30 francs
20 numéros.....	12 francs
10 numéros.....	6 francs

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD

123, rue Montmartre - PARIS

— depuis la démonstration pacifique jusqu'au combat à main armée, — comme l'instrument principal de l'émancipation prolétarienne et elle suit l'étendard glorieux de la Troisième Internationale, l'Internationale Communiste. Derrière cette avant-garde s'agit la grande masse vacillante des travailleurs qui ne voit pas encore clairement sa voie, hésitant entre les vieilles formules de la démocratie, de l'action parlementaire et indirecte, de l'évolution pacifique vers le socialisme et entre les idées nouvelles exigeant, pour être adoptées *de fait*, un grand courage physique et moral, une compréhension claire du processus économique dans la période impérialiste et un esprit d'initiative énergique chez les masses. Il n'est besoin que de jeter un coup d'œil sur le chemin parcouru par ces masses pendant la dernière année, pour se rendre compte du retentissement toujours plus fort que trouvent en elles les idées révolutionnaires et communistes pour juger de la force irrésistible tant de l'aimant idéal attirant à gauche la classe ouvrière, que du moteur économique la poussant à l'action.

II

La situation des masses ouvrières dans les principaux pays de l'Entente victorieuse et celles des travailleurs de l'Europe centrale, saignée à blanc par les champions du droit des peuples et de la civilisation, présente, cela va sans dire, des différences notables. C'est sur ces derniers que retombera l'écrasant fardeau de suffire aux monstrueuses revendications des Alliés : hommes, femmes et enfants, tous seront attachés à la peine depuis l'aube au soir par l'entremise de la classe capitaliste de leur propre pays, pour produire de la survaleur au profit du capital anglo-franco-américain. Pour les travailleurs de l'Europe centrale, la révolution communiste est la seule alternative à un esclavage abject, à un nouveau servage liant les manants à la mine et à la fabrique, comme l'ancienne les liait à la glèbe. Elle est pour eux, comme pour les peuples de l'Autriche, de la Tchéco-Slovaquie, des Balkans et de la Pologne, la seule planche de salut ; elle leur offre l'unique possibilité d'échapper au chômage, à la famine, à la misère et à la dégradation. A moins que les masses ouvrières de l'Europe centrale ne se réveillent et ne s'unissent pour lutter contre les classes au pouvoir, à moins que ces masses ne s'emparent de l'Etat et n'organisent la production sur des bases communistes, le monde verra le spectacle stupéfiant de dizaines de millions d'hommes civilisés instruits, possédant au plus haut point le génie de l'organisation, se laissant choir à la ruine individuelle et collective, à la déchéance complète, à l'anéantissement et à la mort. Malgré le recul temporaire de la révolution allemande, recul occasionné par la répression sauvage du régime Noske, par le meurtre des grands chefs de la classe ouvrière, les héros de la pensée et de l'action, par le manque d'unité, d'initiative révolutionnaire des masses, par la ténacité des illusions parlementaires et des traditions social-démocrates en général, agissant comme un frein sur celles-ci, malgré tout cela nous refusons à croire à l'asservissement et à l'anéantissement des peuples de l'Europe centrale et nous attendons à bref délai l'intensification de la lutte révolutionnaire en Allemagne sous la double influence de la misère économique : la vie chère, le chômage,

la faim et de la force irradiante de la Russie communiste.

Jugée superficiellement, la situation des masses dans les Etats dits « vainqueurs » semble devoir être toute différente. Mais, — sans parler des pays dévastés et décimés comme la Pologne, où déjà la révolution gronde, de la Bulgarie où elle paraît éclater à l'heure où nous écrivons ces lignes ; de la Serbie, réduite à l'état de pays-squelette, — il est généralement admis que la France et l'Italie se trouvent dans une situation financière et économique déplorable. Pour la France, la desharmonie entre les importations et les exportations va toujours croissant, la dette énorme, sextuplée depuis 1913, menace d'engloutir toutes les ressources du pays, et la classe capitaliste au pouvoir, dans sa stupide cupidité, ne voit pas d'autres moyens d'équilibrer le budget qu'en augmentant les impôts indirects, en doublant le prix du pain, en augmentant celui du sucre, en haussant les tarifs des chemins de fer, des omnibus, du gaz, des postes et télégraphes. Quant à l'Italie, pays pauvre comparativement à la France, manquant de capital aussi bien que de vivres et de matières premières, et accablé, lui aussi, par une dette énorme par suite de la guerre, son état est encore plus grave. Si les masses laborieuses d'Italie ne veulent pas, soit peiner pour des salaires dérisoires au service du capital anglo-américain, soit s'expatrier pour remplir le rôle de chair à usine à Pittsburg et Chicago, elles devront s'affranchir de la bande vénales des grands propriétaires, des spéculateurs, des banquiers et des politiciens qui les exploitent et s'emparer de leur patrimoine : le pays et ses richesses, en instituant le régime des soviets.

Restent l'Angleterre et les Etats-Unis, les deux pays où le crédit public est le moins ébranlé, où les affaires reprennent, les pays qui forment le centre économique de la réaction internationale.

Le centre économique de la réaction, oui, mais heureusement aussi un centre d'activité ouvrière. Si les travailleurs anglais ne sont pas, comme les masses en Allemagne, tiraillés par la faim, ils n'en sont pas moins, eux aussi, dans un état de fermentation continue. Sur eux aussi, les deux grandes influences que nous avons brièvement analysées plus haut, agissent avec une très grande force. Pendant la guerre, les travailleurs anglais ont pris conscience de leur pouvoir, ils se sont rendu compte du fait que les exploités ne peuvent se passer d'eux. C'est pourquoi ils refusent à présent de pâtir de la vie chère ; ils refusent de voir leurs salaires diminués ou leurs heures de travail augmentées pour obéir au mot d'ordre donné par le capital du monde entier : « Produisez davantage ». S'il manque malheureusement à la grande majorité des ouvriers anglais la vue d'ensemble, la *compréhension du processus économique et social*, c'est-à-dire la théorie marxiste, ils possèdent heureusement le grand et ferme vouloir d'améliorer leur sort. Des millions d'ouvriers anglais veulent la semaine de 40 heures, le haut salaire, la nationalisation des mines et des moyens de transport. Ils veulent ces choses-là avec toute la ténacité de leur race ; ils ont lutté pour elles, et sont prêts à lutter encore.

Certes, ce n'est pas encore là l'attaque générale

sur toute la ligne contre l'ordre capitaliste. En Angleterre comme ailleurs, le passé, la tradition pèse sur le présent et l'entrave. Mais c'est certainement l'ébranlement des positions principales du capitalisme que préparent les ouvriers anglais. En même temps, dans aucun pays probablement, la sympathie pour la Russie des Soviets ne remue aussi profondément l'opinion publique qu'en Angleterre. Une magnifique campagne de meetings pour la paix et la reprise des relations commerciales avec la Russie se poursuit depuis des mois par tout le pays et n'est pas sans influencer la politique du gouvernement. Et si la Triple Alliance, la grande union des cheminots, des ouvriers des transports et des mineurs tient ferme, nous verrons peut-être au courant de l'hiver la première grève de grandes masses où les revendications d'ordre économique et le désir de venir en aide à la Russie communiste se fondront en un seul immense effort. Alors ce sera vraiment la lutte révolutionnaire, car celle-ci a été de tout temps inspirée tant par le souffle d'une pensée généreuse, d'un désir sublimé, que par les exigences impérieuses de la nécessité économique et matérielle.

III

L'orientation à gauche des masses persistera sans aucun doute dans l'année qui commence. Mais cette orientation est insuffisante, si elle n'est pas renforcée par l'unité internationale de pensée et d'action. L'action renfermée dans les cadres nationaux est surannée et impuissante contre le front déjà formé du capitalisme international ; il est urgent de l'élargir. *Il faut* que les masses dans toute l'Europe centrale, méridionale et occidentale apprennent à agir ensemble, comme les masses d'un seul pays l'ont appris dans la période précédente. Les premières tentatives de ce genre — le 21 juillet, le 7 novembre, — ont misérablement échoué, tant par la trahison et la mollesse des dirigeants, les hommes du « juste milieu » en France et en Angleterre, que par suite du manque de décision et d'élan des masses. Mais ce n'est point une raison pour ne pas renouveler les tentatives d'action internationale, comme l'a très bien compris la Fédération Générale des Syndicats en Italie. Il faut avouer aussi que les promulgateurs des grèves du 21 juillet et du 7 novembre avaient trop présumé de la solidarité et de l'initiative des masses. Pour rendre possible une grève générale dans la moitié de l'Europe à date fixe, il faudrait un degré d'unité spirituelle et d'élan combatif dont nous sommes encore bien éloignés. En ce moment-ci de l'évolution révolutionnaire, une autre tactique s'impose : il s'agit de profiter de chaque velléité de révolte, de chaque mouvement politique des masses contre la vie chère, de chaque grande grève économique pour éveiller en elles la volonté de lutter pour briser l'état capitaliste et s'emparer du pouvoir. Il s'agit de faire résonner sans cesse à leurs oreilles ces paroles : « Exigez de vos gouvernements la cessation immédiate de toute hostilité ouverte ou cachée contre la Russie des Soviets et la reprise des relations commerciales. En sauvant la Russie, vous vous sauvez vous-mêmes. L'amour de soi et la solidarité, c'est-à-dire l'amour de classe, sont indissolublement liés dans le combat contre l'étouffement économique et la subjugation militaire de la Russie ».

Il est fort possible que les Alliés préparent de nouvelles expéditions contre la république russe vers le printemps ; ils élaborent peut-être de concert avec le Japon de nouvelles machinations, de nouveaux crimes. Aux communistes incombe la tâche de déjouer ces sinistres projets. Qu'ils s'unissent entre eux, qu'ils prennent les devants, qu'ils redoublent leur propagande, leurs efforts pour répandre parmi les masses le ferment révolutionnaire, et puis qu'au moment propice ils dressent celles-ci dans un grand effort collectif tant pour leurs revendications économiques que pour l'action en faveur de la Russie.

C'est de cette action-là que jaillira l'unité, c'est alors que la Troisième Internationale prendra vraiment corps dans la masse des travailleurs de l'Europe occidentale.

H. ROLAND HOLST.

Loyauté des reconstruc-teurs

L'*Humanité* du 2 mars a publié la note que voici :

L'abondance des matières et l'importance des événements qui intéressent les organisations syndicales nous forcent à ajourner tout commentaire sur le Congrès de Strasbourg.

Nous demanderons, au plus prochain jour, à un certain nombre de nos camarades délégués, de formuler leurs impressions sur ces délibérations de notre Parti

On pouvait croire (les communistes ont tant de candeur) que l'organe officiel du Parti inviterait la gauche à exprimer son point de vue. Les reconstruc-teurs avaient fait tant de serments émouvants, à la veille du Congrès, et s'étaient si nettement engagés à ne pas étouffer la voix des communistes...

Or, le « certain nombre de nos camarades délégués » s'est réduit au chiffre 1, et seul, Paul Faure a été invité à formuler son opinion. Il l'a fait avec d'autant moins d'honnêteté et d'élégance qu'il savait ne pas être contredit. Citons : « *Quant, à l'extrême-gauche, j'ose dire que son absence totale de directives fermes sur le terrain doctrinal, quand on l'oblige à sortir des quelques formules de douteuse valeur pratique qui ont impressionné les nouveaux venus de nos sections, lui enlève l'espoir de prétendre à la représentation d'une tendance proprement dite* ». Ce commentaire du programme de la troisième Internationale mérite de rester. Citons encore : « *J'entends bien que nous avons assisté à des vagissements sur des points de doctrine...* » Vagissements, c'est ainsi que Paul Faure qualifie les paroles d'Henriette Roland-Holst, un des plus puissants cerveaux de l'Internationale, de Loriot, de Rappoport, de Veyrin, de Lefebvre... On comprend pourquoi les colonnes de l'*Humanité*, plus d'un mois après le Congrès de Strasbourg, sont fermées aux écrivains mandatés par le Comité de la troisième Internationale pour traduire l'opinion des communistes français ; imposer silence à l'adversaire est plus facile que réfuter sa thèse.

Nous ne nous plaignons pas. Les procédés des reconstruc-teurs sont d'excellents adjudants à la propagande communiste. Nous invitons seulement les militants à les juger.

Nous ne sommes pas d'accord...

...Avec le citoyen Marcel Cachin, quand il écrit :

Le devoir du gouvernement français serait de favoriser de son mieux l'effort révolutionnaire des travailleurs allemands s'il se produit là-bas comme nous le souhaitons. Le triomphe des militaires prussiens serait en effet un désastre pour l'Europe entière.

Car le gouvernement français est un gouvernement bourgeois, solidaire de la bourgeoisie allemande ; car l'effort révolutionnaire des travailleurs allemands menace la propriété capitaliste allemande et française ; car le triomphe des militaires prussiens, désastre pour le prolétariat, serait victorieux pour tous les militarismes.

...Avec le citoyen Paul Louis, quand il écrit, parlant des Indépendants allemands :

Ils se souviendront de Liebknecht, de Rosa Luxemburg, d'Eisner et de Haase, tombés victimes de la coalition qui, aujourd'hui, dans une heure de détresse, lance un appel à leur concours.

Car Liebknecht et Rosa furent assassinés par les social-démocrates, avec lesquels Haase, en compagnie de Berth et Dittmann, collabora au pouvoir ; car l'assassinat de Haase, déploré de tous les socialistes, ne saurait abolir la distinction nécessaire entre les victimes et les responsables.

...Avec le citoyen Cachin, quand il écrit, à propos de l'expédition en Syrie :

Nous posons la question à tous les hommes raisonnables. Comment se fait-il que les socialistes se trouvent à peu près seuls pour élever leurs protestations contre une semblable folie ?

Car il est logique, normal, fatal, que les socialistes soient seuls à combattre l'impérialisme ; car ils doivent faire appel, non aux « hommes raisonnables », mais aux prolétaires, contre le régime impérialiste.

...Avec le citoyen Caussy, quand il écrit de Berlin (ce qu'il répète d'ailleurs à dix reprises) :

Ici, à Berlin, nous ne savons rien de ce qui se passe en province : mais il est certain qu'à Berlin il n'y a pas trace de mouvement communiste, pas trace non plus d'organisation bolcheviste russe, car sinon la troupe du Baltikum, qui est à qui la paiera, serait déjà du côté des communistes.

Car nier le mouvement communiste à Berlin, c'est nier la clarté du jour en plein midi ; car si Caussy n'a pas vu de communistes à Berlin, c'est qu'il n'a pas voulu les voir ; car nous en savons qui les ont vus, et qui pourraient témoigner de leur action ; car essayer de prouver l'absence d'organisation communiste en disant que les Blancs sont à vendre au plus offrant, équivaut à dire que la révolution sociale est subordonnée à une forte somme, ce que nous trouvons raide...

...Avec le citoyen Caussy, quand il écrit :

Nous ne voyons pas les Indépendants ; ils nous évitent, et quand ils sont avec nous, évitent de nous parler du mouvement présent. Il est vrai que Mistral et moi vivons ici — forcément — avec des gens de la deuxième Internationale.

Car on n'est jamais forcé de trahir des engagements formels ; car ceux qui ont voté la rupture avec la deuxième Internationale sont au contraire forcés de se tenir loin des gens de la deuxième Internationale ; car devenir suspects aux Indépendants en raison d'une collusion permanente avec les noskistes est un comble !

...Avec celui qui a écrit dans l'« Humanité » les lignes que voici :

Rappelons que Mistral s'est rendu en Allemagne sur mandat de la commission administrative permanente du Parti, qui l'avait chargé de conférer avec les socialistes indépendants et les communistes, en vue de l'application des décisions de Strasbourg, c'est-à-dire pour la reconstruction d'une Internationale d'action.

Car Mistral, de son propre aveu, et de celui de Caussy, n'a cessé de « vivre » (*sic*) avec les social-démocrates majoritaires, et n'a pas vu un seul communiste, ce qui est plus éloquent qu'une motion de reconstruc-teurs.

...Avec le citoyen Mistral, quand il écrit, parlant des arguments des social-démocrates majoritaires allemands :

Les camarades indépendants, auxquels j'ai soumis ces arguments des socialistes majoritaires, n'en nient point la valeur. Ils estiment, toutefois, qu'un gouvernement ouvrier serait possible, à la condition de faire une politique prudente et avisée.

Car celui qui ne nie pas la valeur de ces arguments doit rester avec les massacreurs des ouvriers communistes dans la deuxième Internationale ; car le Congrès des Indépendants à Leipzig ayant déclaré qu'un gouvernement ouvrier est non seulement possible, mais indispensable, au moyen de la dictature des Conseils prolétariens, les « camarades Indépendants » dont parle Mistral, paraissent singulièrement dépendants des noskistes.

En un mot, nous ne sommes pas d'accord avec les reconstruc-teurs, car il n'est pas un de leurs actes, pas une de leurs paroles, quelque peu précises, qui ne soit en opposition formelle aux principes communistes.

Boris SOUVARINE.

Errata. — Un lapsus nous a fait attribuer, dans le dernier *Bulletin*, à Britannicus les noirs dessins de Néron... et des reconstruc-teurs. Nous espérons que, suivant la formule, les lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes.

Le citoyen Frossard nous apprend qu'il n'a jamais dit, à propos d'un camarade qui fit le voyage de Paris à Stockholm, que ce camarade était porteur d'argent bolcheviste. Nous sommes heureux d'enregistrer cette déclaration.

Pas un Communiste

ne peut se dispenser
de s'abonner au

« Bulletin Communiste »

Le prix modique de l'abonnement donne à tous la possibilité de posséder la collection complète du *Bulletin*, dont la valeur sera bientôt inestimable pour la documentation qu'il contiendra.

POUR LA PROCHAINE CONFÉRENCE COMMUNISTE INTERNATIONALE

Le numéro 2 du Bulletin Communiste a publié des « Thèses » sur la tactique de l'Internationale Communiste. Il nous faut préciser que ces « Thèses » sont proposées, comme bases de discussion, aux partis et fractions adhérant à l'Internationale Communiste, par le secrétariat ouest-européen de l'I. C., en vue de la prochaine Conférence Communiste Internationale. D'ores et déjà, nous pouvons annoncer que le Comité exécutif de l'I. C. de Moscou, ayant pris connaissance de ces « Thèses », les a adoptées dans leur ensemble, tout en se proposant de présenter quelques amendements à la Conférence.

D'autre part, le Bureau auxiliaire d'Amsterdam de l'I. C. a élaboré des « Propositions et Thèses » pour l'action communiste internationale, également en vue de la future Conférence qu'il importe de préparer dès aujourd'hui. Nous publions ici ces propositions, destinées à l'étude et à la discussion dans les groupements qui adoptent les principes de l'Internationale Communiste. — B. S.

Propositions et Thèses

Le Bureau pour l'Europe Occidentale se propose entre autre de préparer une conférence internationale où les représentants des groupes et partis de l'Europe Occidentale et Centrale affiliés à la Troisième Internationale, puissent discuter et se décider sur les principes et la tactique du communisme, ainsi que sur l'action commune.

Comme introduction à cette discussion nous offrons les propositions et thèses suivantes :

- 1° Proposition concernant l'unification des groupes communistes sur la base des principes reconnus de tous ;
- 2° Un appel sur la débâcle du capitalisme et la nécessité du communisme ;
- 3° Une résolution pour l'action internationale contre l'intervention en Russie et en d'autres pays ;
- 4° Thèses sur la nationalisation ou socialisation des industries, des mines, etc. ;
- 5° Thèses sur le parlementarisme ;
- 6° Thèses sur le mouvement syndical.

Pour que ces dernières ne soient pas trop longues, nous ajoutons un éclaircissement quant à ces deux derniers points.

Nous offrons ces propositions et thèses pour la discussion, en priant les divers partis de formuler eux aussi leur conception à l'égard de ces questions.

Unification des partis communistes

Dans plusieurs pays, des groupes se sont formés, qui, partis de points différents, ont tous, sous la pression des événements, aboutis au communisme et adhéré à la Troisième Internationale. Le Congrès invite les communistes de chaque pays à s'unir en un seul Parti Communiste sur les bases suivantes :

- 1° Lutte de classe sans aucun compromis avec les partis bourgeois et social-patriotes ;

2° Action directe des masses ayant pour but de s'emparer du pouvoir ;

3° Dictature du prolétariat ;

4° Système des Soviets comme organes de la démocratie prolétarienne.

Les questions d'organisation et de tactique, qui sont encore jugées diversement, devront être éclaircies au sein du Parti Communiste par l'étude des faits et leur discussion.

Appel aux ouvriers d'Europe et d'Amérique

La production capitaliste, ayant pour but le profit, s'achemine à grands pas vers sa ruine. La guerre mondiale a détruit les forces productives de l'Europe, saigné à blanc les peuples et écrasé les Etats sous le fardeau de dettes énormes. Les relations commerciales entre les nations sont presque suspendues ; l'industrie souffre du manque de matières premières ; les récoltes sont insuffisantes. La valeur de la monnaie baisse sans cesse, les vacillations du cours des valeurs paralysent les relations internationales. La hausse formidable des prix protétarise les classes moyennes, affame les masses et force les ouvriers à défendre leur niveau de vie par des luttes incessantes et gigantesques contre le capital. La classe capitaliste se montre impuissante à réorganiser la production, la société entière sombre dans le chaos. Le prolongement du système capitaliste signifie l'agonie de l'humanité.

La tâche du prolétariat consiste en la mainmise sur les instruments de production afin d'organiser celle-ci comme production pour la communauté entière en abrogeant le profit et la rente et en assurant l'échange entre toutes les branches de l'activité économique afin de répartir la consommation au bénéfice de tous.

Mais ceci est possible uniquement si le prolétariat s'empare du pouvoir de l'Etat capitaliste et exerce la dictature jusqu'à ce que la résistance de la bourgeoisie contre l'expropriation et l'abrogation du profit soit brisée.

L'exemple glorieux de la République des Soviets russes où les ouvriers et paysans se sont libérés du joug des exploiters de toutes sortes et ont fait mainmise sur le pouvoir de l'Etat capitaliste démontre aux masses laborieuses de tous les pays quelle est la forme concrète de l'Etat prolétarien. Cette forme est le pouvoir des Soviets. La démocratie prolétarienne est formée par les organes d'administration créés par les masses elles-mêmes, telles qu'elles se groupent dans le travail, à l'atelier ou dans les champs.

Nous invitons les masses laborieuses de tous les pays à suivre cet exemple et à entrer résolument en lutte pour leur émancipation totale. Ouvriers, prolétaires ! minez le capitalisme et l'Etat bourgeois déjà affaiblis par votre action incessante, sapez-le par des démonstrations et des grèves allant toujours crescendo. Organisez en même temps les Soviets, les organes de la société future.

Et dès que le système capitaliste s'écroulera sous vos assauts répétés, emparez-vous hardiment du pouvoir, usez-en comme d'un levier pour établir le nouveau monde communiste.

Action internationale pour la Russie soviétique

1). La révolution prolétarienne ne triomphe pas simultanément dans les différents pays. Par suite de cet état de choses, les gouvernements impérialistes sont à même de menacer et d'attaquer tous les Etats où les ouvriers ont réussi à s'emparer du pouvoir et ont fondé des républiques de Soviets. Les défenseurs de l'ordre capitaliste s'évertuent par tous les moyens, comme la guerre ouverte, les expéditions militaires, les secours donnés aux conspirations et aux bandes contre-révolutionnaires, le boycottage économique et l'isolement du commerce international, de détruire le pouvoir prolétarien et de ramener les ouvriers sous le joug du vieil esclavage.

C'est ainsi que les Etats alliés ont écrasé la république des Soviets hongroise et qu'ils essayent d'écraser la république russe. Jusqu'à présent, les masses laborieuses russes ont tenu d'une façon héroïque : elle ont repoussé tous les assauts de leurs agresseurs et souffert sans broncher toutes les privations occasionnées par « le cordon de la mort » que les alliés maintiennent. Mais ceux-ci, — les paroles proférées par Clemenceau à la Chambre, à la séance du 22 décembre en sont un témoignage — ne renoncent aucunement à leurs néfastes projets.

Honneur aux soldats français et anglais qui ont refusé de faire la guerre contre le peuple russe ! Honneur aux marins de la mer Noire ! Honneur aux ouvriers des différents pays qui refuseront d'expédier des armes et des munitions destinées aux troupes contre-révolutionnaires !

Malheureusement, ces cas jusqu'à présent forment l'exception.

A la classe ouvrière des Etats alliés incombe la tâche de venir en aide, par tous les moyens dont elle dispose, à leurs frères russes combattant et souffrant pour la délivrance du prolétariat mondial. Les travailleurs de tous ces Etats ont le devoir de forcer leurs gouvernements à faire la paix avec la Russie des Soviets, à abandonner leurs attaques ouvertes, à cesser leur secours de toute sorte aux généraux et leurs intrigues contre-révolutionnaires, à lever le blocus et à laisser libre cours au commerce et à l'échange avec la république des Soviets. Les travailleurs ont le devoir d'élever incessamment ces revendications dans toutes leurs luttes et de renforcer leur action pour l'appui de la Russie des Soviets jusqu'à la grève internationale des masses. De plus, ils ont le devoir d'essayer d'entraver les mesures de leurs gouvernements contre la Russie (comme l'envoi d'armes, de munitions et de bandes blanches) par l'action directe. Ils doivent en outre considérer sérieusement la possibilité de secourir activement leurs vaillants frères russes, dès que l'occasion s'en présentera.

2) Comme il est probable que la révolution prolétarienne s'étendra de plus en plus, et qu'elle menacera toujours davantage le capitalisme mondial, ces mêmes règles devront être appliquées à d'autres pays. Sitôt que, dans quelque état que ce soit, la classe ouvrière essaye de renverser la bourgeoisie et d'instituer une république de Soviets, il est du devoir des ouvriers des autres pays de lutter avec toute leur force afin d'empêcher leur gouvernement d'écraser la nouvelle république des travailleurs. Ils devront répondre à chaque tentative de ce genre en renforçant leurs propres actions révolutionnaires. Le prolétariat mondial doit former un seul et unique front contre l'impérialisme mondial.

Si par exemple, par suite d'une débâcle économique en Allemagne, le prolétariat allemand s'em-

paraît du pouvoir, les ouvriers des pays alliés devraient lutter de toutes leurs forces contre chaque intervention militaire que leurs gouvernements respectifs tenteraient en se référant au traité de Versailles.

Thèses sur la socialisation

1). L'exploitation des ouvriers et de la nation entière par les grandes entreprises à caractère monopoliste (chemins de fer, mines, etc.) dans lesquelles l'initiative personnelle du patron a perdu toute raison d'être rend urgent d'exiger leur socialisation immédiate.

2). Toutefois, cette socialisation, si elle est effectuée par l'Etat capitaliste, ne peut satisfaire aux exigences du prolétariat. Elle signifie au contraire un grand danger en tant qu'augmentant énormément la puissance de l'Etat sur la classe ouvrière. Elle remplace l'administration privée des grandes entreprises par le train-train de la bureaucratie étatiste. Elle change en rente le profit capitaliste. Mais cette rente destinée à dédommager les anciens propriétaires trouve comme par le passé sa source dans la plus-value produite par les ouvriers. Ceux-ci continuent donc à être exploités; rien n'est changé dans leur position, si ce n'est que cette exploitation se fait par l'entremise de l'Etat capitaliste.

3). Ce n'est pas là la socialisation que les ouvriers réclament. Ce qu'ils veulent, c'est abolir l'exploitation des mineurs, des cheminots, etc., par le capital. Ceci n'est possible que par la socialisation sans dédommagement aux propriétaires, qui ont depuis trop longtemps déjà réalisé d'énormes bénéfices aux dépens de la communauté. De cette manière la socialisation des grandes entreprises à caractère monopoliste peut être un premier pas vers l'abrogation du profit et vers la libération des masses laborieuses de l'exploitation capitaliste. La socialisation ainsi comprise devra en outre substituer à l'administration par les employés aux services des grands capitalistes, la gestion des ouvriers et des employés par l'intermédiaire de leurs organes électifs. Ceux-ci s'uniront avec les élus ouvriers de toutes les industries du pays entier, pour former ensemble l'organe central économique auquel les différentes branches de la production doivent être subordonnées.

4). Ces grands buts ne pourront être atteints intégralement que lorsque la classe ouvrière toute entière entrant résolument en lutte contre le capitalisme et contre l'Etat, réussira à faire mainmise sur le pouvoir et à s'emparer des moyens de production.

Thèses sur le parlementarisme

1). Pendant la période capitaliste, le Parlement est un instrument aux mains de la bourgeoisie à l'aide duquel celle-ci exerce sa puissance sur l'Etat et contrôle le pouvoir exécutif. Mais il ne peut jamais être l'instrument à l'aide duquel les masses se libèrent de la domination politique de la classe capitaliste. Au contraire : il est pour cette dernière un moyen de voiler sa domination, surtout dans les pays où l'Etat repose sur des bases dites démocratiques.

Le prolétariat a pour tâche de briser l'Etat capitaliste en mettant mainmise sur le pouvoir. Ceci n'est possible que par la formation du système des soviets et de son introduction comme organes de la dictature du prolétariat. La classe ouvrière triomphante ne peut se servir du Parlement comme

de son organe ; celui-ci doit être remplacé par le système des soviets, qui est l'organe de la démocratie prolétarienne.

2). En revanche, aussi longtemps que le système de production capitaliste et l'Etat bourgeois se maintiennent, le mouvement révolutionnaire peut et doit se servir du parlementarisme comme d'un instrument puissant pour éveiller dans les masses ouvrières la conscience de classe et coordonner leurs efforts. Nous entendons par parlementarisme tant la lutte pour le suffrage universel et pour des institutions démocratiques que l'emploi du bulletin de vote.

3). Même lorsque le Parlement devient, durant l'époque impérialiste, de plus en plus un lieu de tromperie des masses, que les affaires sont en réalité menées par de petites cliques agissant dans les coulisses et que, par suite de la force croissante de la réaction, la liberté de la parole dans les Parlements va diminuant, même alors ceux-ci peuvent encore servir au mouvement révolutionnaire. Seulement, il faut que l'action des élus ouvriers dans les Parlements s'adapte au nouvel état de choses : cette action s'exercera surtout sous la forme de protestations tranchantes contre la brutalité et la violence impérialistes ; elle pourra devenir, surtout lorsqu'elle va de concert avec l'action directe, un moyen pour réveiller la force de résistance des masses.

4). A mesure que la production capitaliste se désagrège et que la situation devient plus nettement révolutionnaire, l'action parlementaire perd en importance comparativement à l'action directe des masses. Dès lors, le Parlement a tendance à devenir un repaire de la réaction, la citadelle où celle-ci rassemble ses forces pour organiser la contre-révolution. Dans ces circonstances, la classe ouvrière, en train d'organiser sa puissance dans les soviets, pourra renoncer à chaque action parlementaire.

5). Le processus de la révolution sociale ne s'accroissant point dans les différents pays sous des conditions et dans un mouvement identiques, il faut laisser à la classe ouvrière de chaque pays la décision si elle croit encore devoir, oui ou non, se servir de l'arme du parlementarisme.

Eclaircissement sur les thèses sur le parlementarisme

Dans une lettre-circulaire, datée du 1^{er} septembre et destinée aux groupes adhérents à la troisième Internationale, le secrétaire de l'Exécutif, Zinoviev, a longuement développé la position que les communistes doivent prendre vis-à-vis du Parlement, ainsi que l'importance du parlementarisme pour la classe ouvrière. Zinoviev insiste sur la distinction entre la période de la lutte du prolétariat pour prendre en main le pouvoir et sur celle de la domination prolétarienne. Par regard à cette seconde période, Zinoviev établit que le Parlement ne peut être l'organe de la dictature du prolétariat : la démocratie prolétarienne, c'est le système des soviets. Mais durant l'époque de croissance du prolétariat, de la concentration de ses forces, l'action parlementaire a été un moyen nécessaire et excellent pour éclairer le prolétariat sur sa position, le pousser à l'organisation et le stimuler à la lutte. Il est vrai que, pendant l'époque impérialiste, la puissance du Parlement décline et qu'il tombe de plus en plus au rôle d'un organe destiné à tromper le peuple. Il est également vrai que, durant cette époque, la liberté de parole des élus parlementaires est de plus en plus restreinte par les classes dirigeantes ; mais tout ceci n'est pas une raison pour renoncer à l'action parlementaire. L'attitude de Liebknecht dans le Reichstag pendant la guerre peut servir d'exemple, comment une protestation impudable contre les crimes de la classe dirigeante, ne fût-ce que par quelques paroles, par un

simple vote même, peut agir sur les masses comme un coup de clairon. Evidemment, il faut toujours se souvenir que c'est l'action directe des masses, leur descente dans la rue qui reste le but principal et auquel chaque action parlementaire doit être subordonnée.

Mais ces lignes de conduite posées par le secrétariat de Moscou ne suffisent plus à l'heure qu'il est à guider dans tous les cas la pratique. Les communistes allemands, qui tous acceptent ces lignes de conduite, ne sont pas d'accord en ce qui regarde l'action parlementaire en Allemagne. La majorité du Congrès du Parti Communiste tenu en Décembre 1918 a résolu de ne pas prendre part aux élections pour l'Assemblée Nationale. Cette décision a été inspirée en premier lieu par la pensée que, dans une époque révolutionnaire, la classe ouvrière doit s'occuper à perfectionner sa propre organisation. L'action parlementaire ne lui sert à rien qu'à détourner l'attention des ouvriers de cet œuvre-là, c'est-à-dire de leur tâche principale. En second lieu, la décision du congrès fut inspirée par la réflexion que le nouveau Parlement bourgeois était destiné à jouer le rôle de point de ralliement des éléments contre-révolutionnaires, d'un organe des classes capitalistes contre la classe ouvrière. C'est pourquoi il fut jugé nécessaire d'arracher tous les voiles démocratiques qui pourraient tromper le peuple sur le caractère réactionnaire de cette assemblée. Dans cet ordre d'idées, le boycottage des élections par le parti communiste sembla être la seule ligne d'action vraiment révolutionnaire.

Nous ne voulons aucunement nous prononcer sur la question si le Congrès communiste allemand a, oui ou non, bien jugé la situation en décembre 1918. Mais nous tenons à affirmer — et nous sommes convaincus d'avoir en ceci avec nous tous les communistes — qu'il peut exister des cas où le boycottage de l'action parlementaire s'impose. Il s'impose dès qu'un pays se trouve en pleine situation révolutionnaire, c'est-à-dire en une situation intermédiaire entre l'époque de la domination bourgeoise et celle de la dictature prolétarienne.

Il n'est point du ressort d'un Congrès international de décréter si un pays se trouve, oui ou non, dans une situation révolutionnaire. Aux communistes de chaque pays de décider cela ! La révolution prolétarienne ne s'exécute pas dans tous les pays comme un grand mouvement d'ensemble ; de plus, ni les conditions historiques de la révolution, ni la position du Parlement ne sont partout identiques. Il n'existe donc point de critérium fixe permettant de juger si la situation révolutionnaire est suffisamment développée dans un pays quelconque pour justifier une attitude négative envers le Parlement. La réponse à cette question dépend d'une multitude de facteurs psychologiques et économiques, dont il faut laisser le jugement à ceux qui les connaissent par la pratique journalière. C'est pourquoi il n'est pas possible de déterminer ces conditions d'une autre manière que par l'expression générale que le capitalisme s'est écroulé et que la société se trouve en état de révolution.

Un Congrès international ne peut fixer la tactique que dans ses grandes lignes. Il incombe aux communistes de chaque pays d'en tirer les conséquences pour la pratique de la lutte.

Thèses sur le syndicalisme

1). Dans l'époque capitaliste, les ouvriers sont obligés de s'unir en syndicats afin de lutter contre les patrons pour l'amélioration des conditions du travail. Ce n'est que favorisés par plusieurs circonstances que ces syndicats réussissent à atteindre une hausse des salaires réels qui ne se trouve pas neutralisée par la hausse des prix. Malgré cette presque impossibilité d'augmenter le bien-être des ouvriers, la lutte syndicale est une nécessité pour ceux-ci ; ce n'est que par elle qu'ils peuvent résister au despotisme patronal et aux tendances du capitalisme à dégrader les travailleurs sous le rapport physique et social.

2). Dans les pays où la grande industrie s'est fortement développée, les syndicats sont devenus

d'immenses organisations dominées par une bureaucratie routinière, ennemie de toute innovation comme de toute lutte, et qui travaille, par des tarifs et des transactions, à instituer la paix industrielle avec le patronat. Cette bureaucratie a abaissé les syndicats pendant la guerre jusqu'à devenir des instruments au service des gouvernements impérialistes ; par cela, elle a aidé à renforcer les chaînes du service militaire et du travail obligatoire enchaînant les masses. Dans les pays où, après la guerre, la révolution a commencé, elle s'est rangée du côté de la bourgeoisie contre la révolution prolétarienne. Partout où, dans l'époque révolutionnaire, les syndicats, sous l'influence de cette bureaucratie, deviennent des organes du système et du pouvoir capitalistes, employés contre les ouvriers dans leurs révoltes contre le capital, il faut que ceux-ci luttent contre eux de toutes leurs forces. Cette lutte prendra en premier lieu la forme de l'organisation d'une opposition révolutionnaire à l'intérieur des syndicats, et si les circonstances le permettent et le rendent nécessaire, celle de la formation d'organisations nouvelles.

3). Dans plusieurs pays, des syndicats se sont constitués sur de nouvelles bases. A l'encontre des vieilles corporations, ces syndicats groupent les ouvriers d'industries entières et ne connaissent pas la bureaucratie de fonctionnaires s'opposant à toute tactique militante. Ces syndicats-là, dans lesquels règne un état d'esprit révolutionnaire, peuvent jouer par leur activité, pour de grands buts politiques, un rôle important dans la révolution prolétarienne. Ils doivent donc être soutenus autant que possible par les communistes.

4). Les syndicats ne peuvent constituer les éléments servant à élaborer la nouvelle société communiste. Les diverses tâches, soit d'ordre politique, soit de culture générale que celle-ci doit accomplir, dépassent les cadres du mouvement syndical. En revanche, c'est aux syndicats de forme amplifiée, c'est-à-dire ayant englobé tous les travailleurs d'une branche fondamentale de l'industrie, qu'incombera, dans le système des soviets, la fonction importante de la réglementation interne des conditions du travail.

Eclaircissement sur les thèses sur le syndicalisme

Pour mener la lutte contre le patronat, les ouvriers ne peuvent se passer d'organisations syndicales. Les ouvriers vendent aux patrons leur force de travail ; ces derniers tâchent incessamment d'abaisser son prix et d'exploiter les travailleurs à outrance. Il résulte de ceci que le salaire ne suffit pas à leurs besoins et que la force de travail n'est pas suffisamment récupérée, en d'autres termes que l'ouvrier se trouve atteint dans sa force vitale par le prolongement du travail et par l'augmentation de son intensité. L'ouvrier à lui tout seul ne peut rien contre les tendances dégradantes du capitalisme ; c'est uniquement en s'unissant dans les syndicats que les ouvriers peuvent améliorer leurs conditions de vie. Là où se forment des syndicats, il leur est souvent possible de hausser le niveau des salaires, de diminuer les heures de travail terriblement longues et de mettre des bornes à la tyrannie des patrons. Partout où ceci est le cas, les ouvriers se relèvent des humiliations que leur inflige le capital et prennent conscience de leur dignité humaine.

Mais l'amélioration des conditions de travail n'est pas nécessairement continue. Il est vrai que d'après les statistiques des grands syndicats on peut constater une hausse des salaires durant toute l'évolution capitaliste, mais depuis le commencement du vingtième siècle, cette hausse souvent est neutralisée et même dépassée par la hausse des prix, de sorte que les conditions de la vie ne se trouvent aucunement améliorées. Les

luttés ayant pour résultat l'élévation des salaires, lurent donc en vérité pour la plupart des luttés défensives contre l'abaissement du niveau de vie.

Cependant, quoique les syndicats ne surent atteindre que rarement des résultats favorables et même ne surent pas toujours éviter un abaissement du niveau de la vie, ils ne sont pas devenus inutiles. Aussi longtemps que se maintient le capitalisme, ils s'imposent. Car c'est seulement grâce aux syndicats que les ouvriers peuvent opposer une force de résistance aux tendances de dégradation de la concurrence capitaliste et de sa soif illimitée de profit. D'un autre côté, les syndicats sont également nécessaires à la bourgeoisie, comme ils aident à conserver intacte la force de travail du prolétariat et à stabiliser l'industrie.

Le développement de l'organisation syndicale a eu également pour résultat de diminuer la force combattive des syndicats et par suite les résultats obtenus par eux. Dans quelques pays les vieilles corporations sont devenues peu à peu, par suite de l'essor presque illimité de la grande industrie, des organisations immenses dont les fonctionnaires forment une bureaucratie fermée ayant des intérêts spéciaux et qui dispose de toute la puissance financière des syndicats, ainsi que de ses forces d'organisation. Vis-à-vis de la puissance énorme du capital concentré dans les trusts, kartels, les ligues de patrons, etc., cette bureaucratie suit en général une tactique pacifique aboutissant à des compromis et des transactions. Cette politique occasionne souvent des conflits entre la bureaucratie à la tête des syndicats et les membres qui veulent, eux, lutter contre la tendance de l'évolution capitaliste à abaisser le niveau de vie et qui souvent se mettent en grève contre la volonté des dirigeants. L'organisation syndicale devient parfois dans les mains de ces derniers un organe du patronat pour empêcher ou pour étouffer les grèves.

Pendant la guerre mondiale la bureaucratie syndicale s'est encore plus ouvertement rangée du côté de la bourgeoisie. Cette bureaucratie a soutenu la politique des gouvernements impérialistes ; elle a conclu l'union sacrée avec les patrons, elle a encouragé les ouvriers au service militaire et les a poussés à travailler de toutes leurs forces dans les industries de guerre ; elle ne s'est point opposée à la perte de leurs droits et s'est efforcée d'étouffer chaque lutte.

Après la guerre, l'appui à la classe capitaliste a été continué. Partout les dirigeants des syndicats s'opposent aux premiers symptômes de la révolution prolétarienne. Tout comme les politiciens de la social-démocratie, ils se sentent solidaires avec la bourgeoisie. Ils tâchent d'affermir le système capitaliste en invitant les ouvriers à augmenter l'intensité de leur travail, ils s'opposent violemment à toute action révolutionnaire.

Là où cette politique se développe clairement, les ouvriers révolutionnaires sont obligés de la combattre de toutes leurs forces. Les membres révolutionnaires des syndicats ont le devoir de faire une propagande incessante parmi leurs collègues, d'organiser des noyaux d'opposition dans les syndicats et de mener une lutte continue contre les dirigeants afin que la grande masse des indifférents parmi les membres se réveille de sa torpeur et se décide au combat. De cette manière ils s'efforceront de pousser l'organisation dans la voie de l'action révolutionnaire. Dans le cas où ce but semble impossible à atteindre soit par la puissance de la bureaucratie syndicale, soit par d'autres raisons, il faudra suivre une tactique différente. Ceci sera le cas, si une situation révolutionnaire se dessine, ou si les membres se décident à quitter en grand nombre les vieilles organisations. C'est alors le moment de fonder des organisations de forme nouvelle et inspirées par un esprit nouveau, auxquelles incombera la tâche d'imprégner les luttés économiques de l'esprit révolutionnaire, c'est-à-dire de mener ces luttés pour la conquête du pouvoir dans l'usine et dans l'état. Dans quelques pays des organisations qui se sont déjà formées ultérieurement (comme les comités de fabriques — shopstewards — en Angleterre) devront prendre la direction des grandes luttés ; par là, elles augmenteront leur puissance jusqu'à englober les masses des travailleurs. Les formes de ces nouvelles organisations seront différentes dans les différents pays ; elle dépendront des circonstances et du degré de maturité révolutionnaire des masses. L'élaboration de ces formes doit être laissée aux ouvriers des différents pays.

Dans quelques pays comme les Etats-Unis d'Améri-

que, où les anciennes corporations à base de métier pétrifiées dans les préjugés et la routine se sont montrées impuissantes à mener à la lutte les masses des travailleurs, de nouvelles organisations à base de l'industrie se sont déjà formées et elles ont mené à la lutte les masses des travailleurs contre le capital concentré dans les trusts. Des organisations de ce genre sont par exemple les syndicats appartenant à la I. W. W. d'Amérique, qui acceptent le principe de la lutte de classe et dont l'esprit n'est pas faussé par la possession de grandes caisses de secours et par l'influence d'une bureaucratie routinière, amie de la paix. C'est pourquoi les syndicats peuvent toujours à nouveau réveiller dans les masses l'esprit révolutionnaire ; ils sont d'une grande aide pour préparer les ouvriers à la conquête révolutionnaire de la liberté intégrale. Pendant la révolution ces syndicats peuvent jouer un grand rôle, menant dans les moments décisifs les masses aguerries dans la lutte à l'assaut contre la bourgeoisie et l'état capitaliste. Là, où des organisations de ce genre, c'est-à-dire d'essence révolutionnaire, sont fondées ou déjà existent, les communistes ont le devoir de les soutenir de toute leur force.

Bon nombre de militants, surtout dans les syndicats révolutionnaires, sont d'opinion que les syndicats auront une grande importance dans la nouvelle organisation de la société après la révolution. Ils croient que les syndicats seront les cellules de la communauté socialiste, que celle-ci sera une espèce de fédération des syndicats. La pratique du premier grand état prolétarien, la Russie des Soviets, n'a pas fourni de preuves à cette opinion. Elle a au contraire démontré que c'est le groupement des êtres humains dans le processus de la production, c'est-à-dire dans le travail, qui sera la base de l'édifice de tout le système administratif et politique. La société est d'après sa nature un organisme de production, dont les cellules sont les différentes usines ; par cette raison, les groupes d'êtres humains, travaillant ensemble, sont les unités naturelles qui envoient leurs délégués dans les conseils de fabrique et dans les soviets locaux. C'est par ces délégués, qui restent en contact permanent avec leurs collègues à l'usine et qui peuvent être à chaque moment remplacés par d'autres, que les ouvriers gardent incessamment le pouvoir en mains. Toutes les couches supérieures de la société, c'est-à-dire toute la vie politique, économique et spirituelle, tout le système des soviets, est superposée sur les groupements à base du travail.

Cependant, les syndicats auront encore à remplir, dans la société nouvelle, une fonction importante lorsque la lutte contre les patrons ayant cessé, ils se seront développés jusqu'à englober tous les conseils de fabrique appartenant à la même industrie ou au même métier. C'est à eux qu'incombera la tâche de la réglementation interne du travail dans les industries diverses. Le résultat de la nouvelle organisation de la société dépendra en grande partie de la mesure dans laquelle les syndicats réorganisés réussiront à mener à bien cette nouvelle tâche.

Les Jeunesses Socialistes

Le mouvement en faveur de l'autonomie et de l'adhésion à la 3^e Internationale grandit chaque jour au sein des Jeunesses, malgré l'hostilité des « officiels ». Au dernier Congrès des Jeunesses Socialistes de la Seine, la motion Laporte, préconisant l'autonomie des Jeunesses vis-à-vis du Parti et l'adhésion sans réserve à l'Internationale Communiste des Jeunes, groupa autour d'elle une minorité imposante de 1051 voix contre 1776 voix à la motion du *status quo*, et 775 à une motion présentée par Auclair, comportant l'adhésion à la 3^e Internationale mais hostile à l'autonomie.

Cette minorité grossira. Elle deviendra même rapidement majorité, si nos jeunes camarades savent con-

tinuer leur propagande. Il se passera peu de temps avant que n'éclatent les contradictions et l'incohérence qui caractérisent les motions qui leur sont opposées. L'Internationale Communiste des Jeunes signifiera nettement aux vainqueurs d'hier qu'elle n'entend accepter aucune réserve portant sur le programme et la tactique de la 3^e Internationale, à laquelle elle a résolument adhéré. Elle dira également qu'elle ne participera à aucune Conférence où seraient convoqués des organisations de Jeunesses n'ayant pas adhéré à l'Internationale de Moscou.

Les « reconstruc-teurs » honteux, qui se sont groupés dimanche autour de la motion Lainé auront beau jeter l'anathème sur nos camarades et continuer à les traiter d'« agents provocateurs » et d'« amarchistes », ils n'empêcheront pas les Jeunesses socialistes de France d'aller dans la voie que leur indiquent les Jeunesses socialistes des autres pays, vers la 3^e Internationale de Moscou.

R. T.

NOTRE SOUSCRIPTION

Nous adressons un pressant appel aux milliers et milliers de socialistes qui ont donné le tiers des voix du Parti à la résolution du Comité de la troisième Internationale, pour qu'ils soutiennent financièrement notre *Bulletin*.

Les journaux opportunistes ont demandé et obtenu des centaines de milliers de francs des militants et organisations du Parti

A notre tour, nous sommes en droit de demander aux fédérations, aux sections, aux militants qui adoptent la plateforme communiste, de réserver leurs ressources à l'organe de leur tendance.

Une souscription permanente est ouverte. Camarades, aidez-nous, soutenez le *Bulletin Communiste*.

3^e LISTE

Gilbert Raguier, 2 francs ; A. Savanier, 1 franc ; Pour la 3^e Internationale, 2 fr. 50 ; Marcel Raynaud, Lille, 10 fr. ; Pour le *Bulletin*, 1 fr. 75 ; Gilbert Pierron, 5 fr. ; Henry, Ixelles, 8 fr. ; Deux bolcheviks de Grenoble, 10 fr. ; Cinq poilus de la classe 18, 4 fr. ; Jeanne Reyne, Dijon, 5 fr. ; A. E., 25 fr. ; Un Polonais, 0 fr. 50 ; Une camarade de la 9^e Section, 5 fr. ; Francis Perret, Nevers, 5 fr. ; Trois Lyonnais de passage à Paris, 30 fr. ; Un admirateur de Sadoul, 10 fr. ; Vive l'Internationale communiste, 7 fr. ; René Long, 20 fr. ; Pour le *Bulletin*, 3 fr. ; Anonyme (2^e vers.), 10 francs.

Total de la première listeFr. 164 75

Listes précédentes 382 "

Total généralFr. 546 75

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

IMPRIMERIE FRANÇAISE (Maison J. Dangon)
Georges DANGON, imprimeur
123, rue Montmartre, Paris (2^e)